

## IMMIGRATION :

### UNE MANIPULATION ECONOMIQUE ET POLITIQUE ?

Parmi toutes les propositions contenues dans le rapport remis par Jacques Attali au chef de l'Etat, il en est une qui reprend une vieille antienne dont on nous rebat les oreilles à longueur de média, l'affirmation sans preuves : « *La France a besoin de l'immigration* »...

Comme on voit mal notre pays ouvrir ses frontières pour accueillir des populations venant de l'Europe de l'est, du Maghreb ou de l'Afrique sub-saharienne, pour simplement leur offrir une installation en forme de villégiature permanente, il faut bien comprendre **que c'est de la main d'œuvre issue de ces régions dont il est question et dont notre économie aurait nécessité...**

**Là est une première curiosité** car il semble (*mais c'est peut-être une appréciation malveillante*) qu'il y ait, en France, 2 000 000 de chômeurs recensés, sans parler de l'importante quantité d'emplois partiels et précaires dont on parle trop rarement. Il y a donc bien là un gisement de main d'œuvre à « exploiter » (*sans connotation marxiste*) avant de faire appel à une main d'œuvre importée... Mais peut-être les « économistes distingués » qui nous dirigent veulent-ils parler de « personnels qualifiés » ? Auquel cas on peut se demander pourquoi notre système d'éducation et de formation n'a pas préparé les jeunes qui l'ont fréquenté à ces filières professionnelles (de quelque niveau qu'elles soient) en panne de main d'œuvre aujourd'hui... Et ce qui empêche de corriger cette carence.

**A y regarder de plus près**, on s'aperçoit que l'essentiel de la population immigrée qui occupe des emplois dans notre pays le fait dans les emplois peu qualifiés des services, de l'agriculture, du BTP, du spectacle... **Que cette immigration soit légale ou clandestine** : un excellent rapport du Sénat en date du 06 / 04 / 06 / (<http://www.senat.fr/noticerap/2005/r05-300-1-notice.html>) montre parfaitement comment les deux s'imbriquent pour « booster » le travail au noir et le travail précaire... comment elles permettent l'exploitation éhontée d'une main d'œuvre sans défense et sans aucune assurance, placée chaque jour devant l'alternative d'accepter sa misérable condition ou d'être remplacée par ceux qui se pressent à la porte du chantier, amenés là par des réseaux dont ce même rapport montre la composition mafieuse...

**Est-ce cela que vise le rapport « Attali » ?** Avant même d'imaginer ouvrir nos frontières à une population immigrée qui viendrait travailler de manière régulière (*car c'est – on l'espère – de cela qu'il s'agirait*), ne faudrait-il pas amener sur le marché du travail, pour des emplois qualifiés ou non, les populations de **ce pays** qui en sont privées ? Ne faudrait-il pas « cibler » les qualifications en fonction des besoins, y préparer dans des structures adéquates, inciter chacun à prendre un emploi en fonction de son niveau de compétences, s'attaquer au travail clandestin et aux flux migratoires irréguliers afin de débloquer des volumes importants d'emplois à occuper ?

Ou alors, **c'est « qu'on » a d'autres objectifs**... C'est qu'on admet qu'il doit y avoir, en France, une sous-main d'œuvre en dehors des règles générales, taillable et corvéable à merci, propre aux tâches que « *les français* » ne voudraient pas faire... Bref, une sorte de colonialisme intérieur où une population démunie et vulnérable servirait les intérêts de tous ceux qui maîtrisent les services, le BTP, l'agriculture, l'industrie du spectacle ... **qu'ils soient des entreprises multinationales ou de simples artisans maçons , qu'ils soient des magnats de l'agro-alimentaire ou de petits agriculteurs et maraîchers... sans parler des « classes sociales » qui utilisent du « personnel de maison »** . Et cet objectif a l'avantage de dégager d'agréables perspectives à ceux qui tiennent les « rênes » de l'économie... En effet, grâce à cette main d'œuvre soumise et remplaçable à loisir, il est aisé de peser sur les salaires et de maintenir au plus bas la rémunération de tâches que l'on sous-paiera, ce qui

permettra de dire « *que personne d'autre n'en veut* »...Ce n'est pas une mince conséquence des flux migratoires actuels que cette chape de plomb qu'ils permettent de faire peser sur l'évolution des rémunérations, sans oublier le fait que l'on voit mal ces clandestins ou « ces acceptés » se battre socialement !

**Cette situation**, que nous connaissons depuis trois décennies au moins, **satisfait pleinement les entreprises dont l'activité n'est pas délocalisable** ...A la libre circulation des marchandises et des capitaux, elle ajoute celle de la main d'œuvre **et on ne peut s'étonner de voir le « libéralisme » triomphant l'imposer comme nécessaire**...Plus étonnant est le soutien qu'il reçoit en ce domaine de la part **des humanitaristes de gauche, des révolutionnaires dinosauriens du troskisme défunt, des altermondialistes fumeux et obscurantistes, des nostalgiques du paradis perdu du soviétisme historique**...chacun, sans doute, voulant surfer allègrement sur les vagues migratoires pour capter un électorat susceptible de gonfler ses maigres suffrages actuels...Soyons justes : **la bien-pensance socialo-gauchiste comme son homologue socialo-modem** les rejoignent pour réclamer plus d'immigration, plus de clandestins à régulariser, plus de main d'œuvre exploitable...Curieux retournement de ce qui a fait leur histoire passée !

**Mais ce « bal des faux culs de la politique » n'est pas musique en l'air**...L'arrivée massive de populations de religions, de langues, de cultures diverses, et souvent fort éloignées des valeurs construites tout au long de notre Histoire, est « pain bénit » pour qui veut porter atteinte à l'équilibre politico-social de notre pays, à l'organisation laïque de notre société, à l'unité de notre Nation et de la République démocratique qui l'organise.

C'est dans leur implantation que pourra s'enraciner **le communautarisme religieux et/ou culturel qui « déstructurera » notre espace sociétal** ( *comme la construction politique européenne déstructurera notre espace national, l'épisode récent de l'indépendance du Kosovo est un exemple criant de ce qui va advenir...*), qui organisera l'espace public en entités fermées, repliées sur leurs valeurs particulières, les projetant devant la loi générale en niant cette loi générale, entités en recherche de situations de force les unes par rapport aux autres, en attente permanente d'affrontements...**Excellente situation qui tuera le combat politique**, chacun ne s'exprimant que par rapport aux préceptes, paroles, dogmes de sa religion ou de sa secte ou de sa communauté. *Vouloir, par exemple, aujourd'hui, des quotas « de couleur », de « communautés », « de sexe », ou de toute autre élément discriminant dans la constitution des listes présentées aux élections, c'est préparer ce passage du combat politique global à la lutte communautariste étroite et discriminatoire.* **A ce propos, il faut souligner l'activisme agressif de l'islam** véhiculé par des imams venus de différents pays où l'islam est religion d'Etat ( *pensons ici à l'Arabie Saoudite,, mais aussi à l'Algérie qui vient d'envoyer 29 imams en France pour « encadrer les mosquées » alors que ce pays pourchasse les chrétiens sur son territoire au nom d'une loi réglementant les cultes non musulmans*) dont l'ambition est de rassembler ces populations en situation de déracinement, économique, culturel, historique, autour de leur loi religieuse et politique ( *c'est une redondance quand on parle de l'islam*) pour les enfermer, à l'écart des valeurs portées par la civilisation qui les a accueillies,  *dans la tradition étroite, aliénante et anachronique qui est celle de leurs espaces originels ( Maghreb et Afrique sub-saharienne notamment.)* . Il s'agit, en fait, pour ces prêcheurs de maintenir sur place l'emprise religieuse, sociale, politique qui est « la tradition » du « là-bas » et *d'engager en même temps un processus prosélyte à partir de ce « noyau dur », processus destiné dans un premier temps à attirer les descendants des populations immigrées les plus anciennes.* A ce niveau, d'ailleurs, la différence est mince entre « islamiques » et « islamistes » , **et les tenants d'un islam réservé à la sphère privée comme doit l'être toute religion dans un espace sociétal laïque restent étrangement muets et inactifs...**

**En jouant ce communautarisme sous couvert de « métissage des cultures » ou de « multiculturalisme »**, les « bien pensants » de gauche préparent le délitement de l'espace public laïque qui

nous rassemble, balisant le terrain à l'Europe libérale anglo-saxonne, et allant au-devant des intentions perceptibles du système politico-économique dominant ( *comme ils l'ont fait, d'ailleurs, en participant à l'entreprise de démolition du système éducatif français, à la grande satisfaction des tenants de l'enseignement privé* ) . **Les meilleurs alliés du « libéralisme » sont ceux qui, à « gauche » et « tous ensemble », approuvent la libre circulation de la main d'œuvre et optent pour l'ouverture sans limitation des frontières.** Le rapport « Attali » les satisfait, même s'il se pare de précautions oratoires dont on devine qu'elles ne sont là que pour « faire passer la pilule »...

**C'est bien parce que l'enjeu migratoire est économique, politique, sociétal**, que tant de forces se liguent pour l'imposer et que l'on a si peu d'analyses réelles de la situation actuelle ou si peu de projections sur l'avenir. **C'est aussi pour cela que la rapport du Sénat cité plus haut a rejoint, dans les oubliettes, un autre rapport présenté à l'Assemblée Nationale le 25 / 01 / 06 ( <http://www.assemblee-nationale.fr/12/rap-info/i2831.asp> )** qui, analysant la situation de la France à l'horizon 2030, se terminait ainsi : « *la situation démographique française n'appelle pas un recours plus large à l'immigration de façon générale, et notre pays dispose de possibilités de relancer la consommation en réorientant sa politique vers deux priorités : résorber le chômage et soutenir le niveau de vie des familles* »

**On pourrait s'intéresser aussi aux dérives mafieuses et criminelles** générées par les flux migratoires que nous connaissons, et qui ne manqueraient pas de s'amplifier en cas d'ouverture plus grande encore des possibilités d'accueil... **Le rapport du Sénat cité ci avant le fait précisément** : sa lecture est édifiante...comme l'est celle des faits divers recensés chaque jour dans les journaux. *Réseaux de « marchands de sommeil », réseaux de prostitution et de trafics en tous genres, passeurs mafieux (sait-on assez que l'îlot de Lampedusa, au large de la Sicile, où affluent régulièrement des « clandestins » africains, est contrôlé par la « mafia sicilienne »?), trafiquants de faux papiers ( « La Provence » du 17/02/08), falsificateurs de certificats médicaux ( « La Provence » du 30/01/08)*...toute une faune criminelle vit sur le compte de ces populations que la gauche « humanitariste » veut voir arriver en masse et qui, déracinées, déstabilisées, alimentent à leur tour la délinquance comme le montre le rapport pré cité. **On pourrait s'intéresser encore** – et il faudra le faire - à la manipulation initiée par les pouvoirs africains pour favoriser le départ de populations qu'ils n'auront pas à « nourrir » et qui envieront des ressources à leurs familles restées sur place : ainsi les richesses locales pourront continuer à être spoliées par les potentats politico-tribaux qui investiront en France ( **voir « Le Monde »** du 31/01/08) ou sur les places financières capitalistes...*L'exemple du Tchad où la rente pétrolière sert aux factions rivales à s'armer et à se faire la guerre est là pour nous le rappeler.* **On pourrait s'intéresser enfin** aux problèmes d'accès au logement posés par l'afflux migratoire de peuplement, à travers notamment le principe du regroupement familial ( *instauré par Giscard et cultivé par ses successeurs*), qui a d'abord occupé des immeubles construits pour accueillir des populations d'ouvriers et d'employés, ( *avec l'aval des municipalités concernées, de gauche le plus souvent, qui voyaient là le terreau électoral qui les ferait survivre : le PCF, en particulier, a vécu politiquement et financièrement sur le développement de la « ceinture rouge parisienne* ») que celles-ci abandonnaient au fur et à mesure de leur accès à une certaine « aisance matérielle ». Puis il a fallu construire d'autres immeubles, toujours en nombre insuffisant vu l'afflux permanent incontrôlé, **ce qui va générer la « ghettoïsation » constatée aujourd'hui** par l'entassement de ces populations étrangères en entités ethniques et culturelles en des lieux qui se dégradent rapidement aussi bien intérieurement qu'extérieurement (**même si l' « on » est aussi responsable de l'endroit où l' « on » vit.**) et par l'accumulation de difficultés et de problèmes de toutes sortes (aussi bien individuels que collectifs, matériels que culturels, religieux qu'éducatifs). *Cette segmentation de l'espace urbanistique fondera la segmentation communautaire où le refus des valeurs portées par le pays d'accueil justifie le repliement sur un ensemble où la légitimité de la loi générale, démocratiquement élaborée par tous, n'est pas reconnue.*

**Rien ne justifie vraiment, aujourd'hui, le recours à l'immigration, de quelque nature qu'elle soit,** dont les conséquences négatives et les effets pervers sur le mode d'organisation et de fonctionnement

de notre société sont réels. Et quand ceux qui dirigent disent : « *La France a besoin de l'immigration* », il faut vraiment entendre : « ***le système économique libéral a besoin de la libre circulation des individus pour avoir une main d'oeuvre taillable et corvéable destinée aux activités non délocalisables et propre à peser sur les salaires et les conditions de travail par effet de concurrence ...Et l'organisation politique libérale qui s'inscrit dans la construction européenne suppose l'éclatement de la Nation et de l'unité de la société qui doit être agencée comme une mosaïque de communautés permettant le retour des religions dans un espace public non unifié...*** »

L'immigration de masse sert ces deux objectifs.

Fait le 02 / 03 / 08  
Robert Albarèdes  
[www.laic.fr](http://www.laic.fr)